



Rapport d'enquête sur l'économie des ménages

Cercle de Kita, Région de Kayes, République du Mali



Enquêteurs :

- Garba Faroukou / Responsable du volet sécurité alimentaire de la base de Keita (ACF-E – Mission Niger)
- Mahaman Sani Idrissa / Chef d'équipe du volet sécurité alimentaire de la base de Mayahi (ACF-E – Mission Niger)

Novembre – Décembre 2008

Sommaire

I. DESCRIPTION DE LA ZONE	3
II. LES OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE	3
III. MÉTHODOLOGIE	4
IV. LES MARCHÉS	6
V. CALENDRIER SAISONNIER	6
VI. CATÉGORISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE.....	7
VII. LES SOURCES DE NOURRITURE	8
VIII. LES SOURCES DE REVENU.....	9
IX. L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES	11
X. LES DÉPENSES.....	13
XI. LES RISQUES	14
XII. HYPOTHÈSE DE CHOC ET ANALYSE DE LA FLEXIBILITÉ DES RÉPONSES DES MÉNAGES	15
A. ANALYSE DU PROBLEME OU DU CHOC.....	15
B. ANALYSE DE LA FLEXIBILITE DES REPNSES POSSIBLES.....	16
C. L'IMPACT DE LA BAISSSE DE LA PRODUCTION SUR LE REVENU	17
XIII. LES RECOMMANDATIONS D'ACTION A METTRE EN OEUVRE	18
XIV. AUTRES RECOMMANDATIONS	19
 Tableau 1 : Caractéristiques des groupes socio-économiques	 8
 Figure 1: Calendrier des populations de la zone d'intervention	 7
 Figure 2: Les sources de nourriture	 9
 Figure.3: Contribution des sources au revenu des ménages.....	 10
 Figure 4: Montant des revenus par catégorie socio-économique	 11
 Figure 5: Niveau d'endettement des ménages	 12
 Figure 6: Sources de dépenses compressibles des ménages	 14

I. DESCRIPTION DE LA ZONE

Le cercle de Kita est situé dans la partie sud ouest de la République du Mali, dans la région de Kayes. Le cercle est le « grenier » de la région de Kayes en relation à l'excellente production céréalière qu'il enregistre. Il est aussi prisé pour ses nombreuses forêts classées et mares de même que l'importante réserve de ligneux dont il regorge. La répartition entre les différents groupes de population au sein des communautés rurales se caractérise par une dominance des Malinkés, une minorité de Bambaras et Peulhs. Cette partie du cercle est moins fréquentée par les intervenants extérieurs (ONG et Projets) comparés au reste du territoire Malien.

Après un premier diagnostic mené en 2007 dans le cadre de la mise en place du projet¹, Action Contre la Faim – Espagne (ACF-E) pilote depuis, un programme d'amélioration de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et un volet Eau et Assainissement dans deux communes du Sud du cercle : Gadougou I et II. Les communes présentent les mêmes caractéristiques agro écologiques : typologie du sol et de relief, pluviométrie, forêt et activité commerciale.

L'agriculture en tant qu'activité principale des populations ne parvient pas à assurer la sécurité alimentaire des populations en raison notamment : (1) de la faiblesse des revenus de la majorité des agriculteurs liés à l'effet conjugué de l'endettement, de la baisse du prix du coton, de l'effondrement du secteur de l'arachide et du coût élevé des intrants ; (2) de la diminution progressive de la fertilité du sol et (3) de la diminution des surfaces emblavées par les agriculteurs à faible revenu.

II. LES OBJECTIFS DE L'ENQUETE

La présente étude sur l'analyse de l'économie des ménages de la zone d'intervention du projet vient compléter les précédentes études faites sur la zone notamment l'enquête socio économique réalisée en juin 2008 avec notamment :

- Une catégorisation socio-économique des ménages de la zone sur la base des critères spécifiques déterminés par les communautés. Ces informations permettent de cibler les appuis futurs du projet ;
- La détermination des sources de nourriture, des niveaux de revenu et de dépense typiques par catégorie socio économique ; l'analyse de ces données fournissant les bases pour dégager le niveau de « solvabilité alimentaire » et d'endettement pour chaque catégorie de ménages ;
- La collecte des données qualitatives sur les différentes stratégies des moyens d'existence des populations.

L'objectif global de l'étude était de fournir des éléments pour une meilleure analyse de la sécurité alimentaire de la zone afin de mieux orienter les activités du projet pour la satisfaction des besoins des ménages les plus vulnérables. Il s'agissait de façon spécifique de :

- Avoir une image détaillée des moyens d'existence par groupe socio-économique dans la zone d'intervention du projet ;

ACF-E, « Mission d'identification et d'évaluation de la sécurité alimentaire dans la région de Kayes », document du convenio Mali.

- Analyser les effets prévisionnels des chocs liés à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence (sécheresse et autres catastrophes naturelles, etc...) sur les conditions de vie des différents groupes socio économiques ;
- D'effectuer des recommandations afin de renforcer les réponses à apporter aux populations (qualitativement et quantitativement).

III.METHODOLOGIE

Ce travail a été réalisé sur la base d'un plan de travail articulé autour de six (6) principales étapes avec :

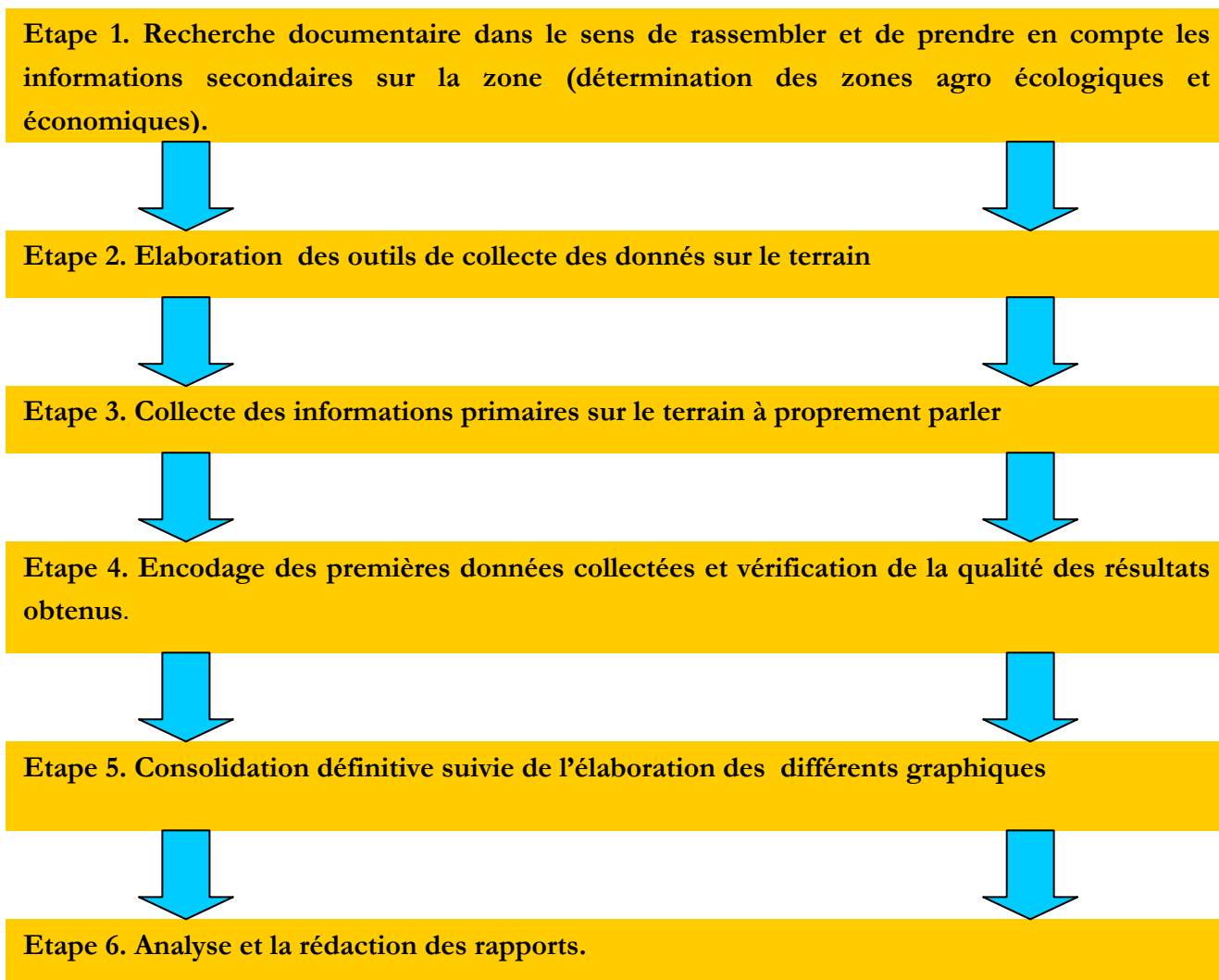


Figure 1. Schématisation simplifiée de la l'approche méthodologique retenue

La recherche des informations secondaires.

Cette étape a consisté à la consultation des différents rapports élaborer par ACF-E dans le cadre de ses activités (diagnostic initial dans le cadre du projet SAN (Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle), rapport intermédiaire d'activité dans le cadre de la gestion du contrat avec les bailleurs, enquête socio-économique) ainsi que des entretiens avec les autorités administratives et coutumières au niveau de Sagabary (commune de Gadougou I) et de l'équipe de Sécurité Alimentaire d'ACF-E sur place.

Cette phase a permis de constater l'homogénéité de la zone d'un point de vue agro écologique et des opportunités économiques. Cette étape a permis également de choisir les villages à enquêter notamment Kolondimba, Baguita et Kenietou sur la base des critères suivants :

- Facilité de mobilisation des villageois au niveau communautaire en relation au fait que cette enquête se passe en pleine période de récolte et à la faible disponibilité en relation à ce pic de travail ;
- Le maillage géographique des villages (sélection faite de façon à couvrir au mieux les villages d'intervention d'ACF-E).

L'élaboration des outils de collecte des données.

A ce niveau, une séance de briefing a eu lieu avec les animateurs et les traducteurs afin de faciliter l'élaboration des outils de collecte des informations sur le terrain dont :

- Le guide de l'agent de terrain (cf. annexe x)
- La fiche pour les entretiens communautaires (cf. annexe y)
- La fiche pour les entretiens avec les groupes socio-économiques (cf. annexe z).

A la suite de leur élaboration, ces outils de travail ont été testés au niveau d'un village dans le but de vérifier leur adéquation au contexte socio-économique et culturelle de la zone. Il était alors question d'apporter au besoin des modifications afin aux outils avant le démarrage de la phase de terrain.

La collecte des informations sur le terrain.

Cette phase comporte deux étapes : (1) l'identification et les entretiens avec les informants clés du village et (2) les entretiens avec les groupes socio-économiques. Avec les informateurs clés du village ou personnes ressources, l'intérêt a porté sur la situation historique, la situation socioéconomique et ses caractéristiques. Les entretiens de groupes ont quant à eux servi à l'évaluation et à la quantification des sources de nourritures et de revenu ainsi qu'à l'évaluation des dépenses sur une année de référence ; ici l'année 2007 -2008.

Consolidation des données et contact avec la base de données.

Cette étape a consisté à la saisie progressive des informations collectées dans la base de données. Elle a permis d'avoir les premières impressions avant la phase de consolidation définitive.

Une consolidation définitive suivie des différents graphiques.

Elle a consisté à la comparaison des données calculées et proposées par le tableur. Les valeurs extrêmes sont éliminées et une valeur typique reste à l'appréciation. En effet, l'analyse de l'économie des ménages s'intéresse aux valeurs les plus représentatives de la catégorie socio-économiques étudiée et non à des valeurs moyennes, car la moyenne cache beaucoup de disparités. Après validation des données, les graphiques (ou histogrammes) sur les sources de nourriture, de revenus et les dépenses sont établis.

L'analyse.

C'est une interprétation des graphiques et des données issues de l'enquête. Elle requiert aussi la prise en compte des discussions informelles avec les membres de la communauté et les informations secondaires. L'objectif recherché étant d'avoir une situation typique de la zone.

IV. LES MARCHES

Le concept de marché est utilisé dans la HEA pour désigner un endroit où des échanges ont lieu. La nature des marchés varie largement : le commerce peut avoir lieu sous forme d'arrangements locaux entre ménages excédentaires et ménages déficitaires, par l'intermédiaire de commerçants itinérants, dans des magasins de village ou sur des marchés hebdomadaires permanents.

En tant que composante essentielle voire indispensable de l'étude de l'économie des ménages, les marchés sous leur forme moderne n'existe pas en nombre dans les communes de Gadougou 1 & 2. Les principales foires « marchés » de la zone sont :

- Gakourou Koto foire hebdomadaire qui a lieu chaque mercredi et très fréquentée par les hameaux environnants dont Kolondimba. L'attrait de la foire est beaucoup plus importante pendant la période de récolte entre les mois d'octobre et janvier. En effet, cette foire est un des rares lieux existant pour les ventes de bétail dans toute la zone. La vente et l'achat des céréales y sont relativement minimales ;
- Le marché de Baguita : Il a lieu chaque samedi et présente les mêmes caractéristiques que celui de Gakourou à l'exception de la vente de bétails qui est quasi inexistante ;
- La foire de Takabarissa : c'est un marché supplétif à celui de Baguita et elle a lieu chaque dimanche. Pendant la saison des pluies (juin à octobre), beaucoup de hameaux fréquentant ces marchés ne peuvent pas y accéder à cause de l'impraticabilité des routes (enclavement)². Cette situation est de nature (1) à réduire la disponibilité alimentaire chez les ménages et (2) à entraîner une augmentation des prix des denrées de base.

L'analyse des marchés fait ressortir d'énormes contraintes notamment en ce qui concerne l'existence d'un véritable marché à bétail. Cette situation réduit la marge de manœuvre des ménages détenteurs de bétail à satisfaire leurs besoins à travers la vente de leurs animaux. La vente de bétail immédiate est quasi inexistante au niveau de la zone d'étude. Les propriétaires qui désirent vendre leur bétail attendent pendant une (1) à deux (2) semaines environ avant de vendre leurs animaux pour satisfaire leurs besoins urgents.

De plus, ils vendent quelques fois des animaux à des acheteurs ambulants qui profitent de leurs besoins de trésorerie pour les acheter à un prix relativement bas. Les propriétaires d'animaux n'ont pas la possibilité de négocier convenablement les prix de vente de leurs animaux et de ce fait, il pourrait être intéressant de créer un marché à bétail où offreurs et demandeurs peuvent se rencontrer et où les vendeurs peuvent discuter librement de la fixation des prix.

V. CALENDRIER SAISONNIER

Les activités agricoles occupent la plus grande partie du temps des populations. Pour les ménages défavorisés, les activités agricoles fournissent une opportunité de gagner de l'argent liquide et quelque fois

² Pour pallier à cette situation d'enclavement qui pourrait affecter gravement les ménages pauvres durant cette période importante des travaux agricoles, la mise en place des banques céréalières au niveau de ces villages est fortement recommander pour permettrait à ces populations d'assurer leur sécurité alimentaire.

de la nourriture, en échange de leur travail dans les champs des grands propriétaires terriens nantis. Ces activités limitent la capacité des pauvres à cultiver leurs propres champs, bien que les superficies cultivées soient généralement petites.

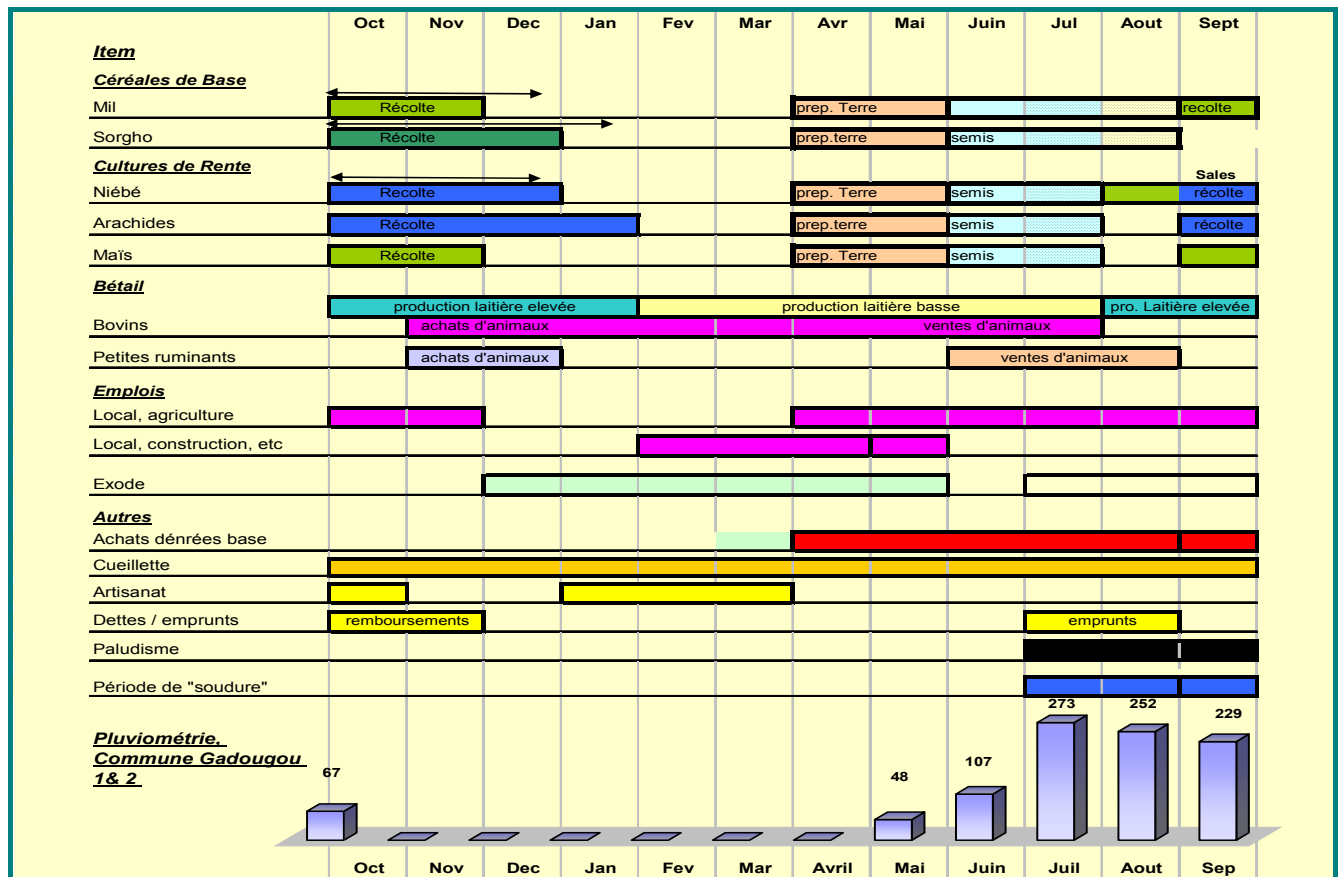


Figure 2. Calendrier des populations de la zone d'intervention.

Il est important de noter que la récolte du maïs commence plutôt que les autres céréales et permet aux ménages pauvres de boucler la période de soudure. En effet, c'est le maïs frais sur pieds que ces ménages consomment pour passer la période critique de soudure (mois d'août à septembre). La vente des récoltes débute immédiatement à cause du besoin pressant des ménages pauvres à rembourser les dettes contractées généralement sous forme de crédit de campagne ou tout simplement pour satisfaire certains besoins sociaux (y compris les frais de scolarité et autres coûts associés à la rentrée scolaire). La récolte est aussi la période pendant laquelle la population effectue des achats de bétail surtout chez les ménages moyens et nantis. Les animaux achetés sont ensuite revendus pendant la période de soudure pour acheter des céréales (constat généralement fait au niveau des ménages moyens).

Il n'y a pas de période idéale de départ des gens en migration dans la zone mais il semble que le flux de migration est plus important après les récoltes. Les hommes des ménages plus fortunés ont tendance à migrer directement en Espagne via la Libye ou la Mauritanie tandis que les hommes des ménages pauvres partent d'abord dans les grandes villes du Mali à savoir Bamako, Kayes et Kita avant de continuer vers la Mauritanie, la Libye et enfin l'Espagne. L'impact de la migration sur l'économie des ménages est traité dans la partie consacrée à l'analyse du revenu des ménages.

VI. CATEGORISATION SOCIO-ECONOMIQUE

Les informateurs clés au niveau des villages ont défini les critères de catégorisation dont les plus pertinents sont la **superficie cultivée**, la **possession de bétail** et les **équipements agricoles**. Ils ont identifié trois principaux groupes socio-économiques que sont : **les nantis « shintigui » 15%** du total des ménages, **les moyens « fantaoun » 28%** et **les pauvres « blolanklo » 57%**³.

L'analyse du tableau des caractéristiques socio-économique des ménages montre que le bétail joue un rôle important dans l'économie des ménages particulièrement pour les groupes "moyens" et "nantis". le cheptel, en plus des revenus qu'il assure à ceux qui le possèdent, joue un rôle important dans l'enrichissement de la ration alimentaire de ces ménages à travers la production du lait et du beurre. Ces éléments contribuent à améliorer la situation nutritionnelle des ménages détenteurs de cheptel.

D'autre part, les ménages détenteurs de gros bétail bénéficient de meilleurs rendements grâce à la facilité qu'ils ont à mettre en valeur de plus grandes superficies. La propriété des charrettes et d'un animal de trait fournit aussi des opportunités de gagner de l'argent à travers le transport des biens d'autres personnes.

Caractéristiques des groupes socio économiques					
	% ménages	Taille du ménage	Superficies cultivées	Bétail	Équipements agricoles
Nantis	15%	22	12	53 bovins (dont 34 à 40 femelles), 33 petits ruminants (PR), 3 ânes et 16 volailles	2 charrues plus semoirs
Moyens	28%	15	7	7 bovins (3-4 femelles), 6 PR, 1 ânes et 7 volailles	1 charrue
Pauvres	57%	12	3	1-0 petits ruminants, 4 volailles	0

Tableau 1. Caractéristiques des groupes socio-économiques

VII. LES SOURCES DE NOURRITURE

La production agricole joue un rôle très important dans la zone. Elle constitue 87%⁴ des sources de nourriture des ménages nantis, 67% pour les ménages moyens et 57% pour les ménages pauvres (Cf. figure 2). Ces derniers complètent leurs sources de nourriture à travers les achats (37%) et les crédits, les dons et autres (constitué par la cueillette et la chasse) à hauteur de 6%.

³ Notons sur ce point que ce groupe peut être subdivisé en deux « sous groupes » : les pauvres comme les informants clés les nomment et les très pauvres. Mais le handicap à ce niveau est que les soit disant Très Pauvres vivent toujours en dehors de la communauté. Ce sont généralement les malades et les handicapés et ne représente pas une frange importante de la communauté d'où le fait de les considérés comme faisant parti des pauvres.

La durée de consommation du stock issue de la production agricole est beaucoup plus longue chez les ménages « riches » et « moyens ». Elle permet de couvrir **12 mois** à plus chez les riches et **9 à 10 mois** chez les moyens. Par contre les pauvres sont de loin moins autosuffisants car leur stock ne peut couvrir que **5 à 6 mois** de consommation. En général leur diète est pauvre surtout pendant la période de soudure. L'arachide, l'ingrédient principal des sauces leur est inaccessible pendant les mois de soudure. Ils se rabattent sur la cueillette pour compléter leurs besoins alimentaires annuels.

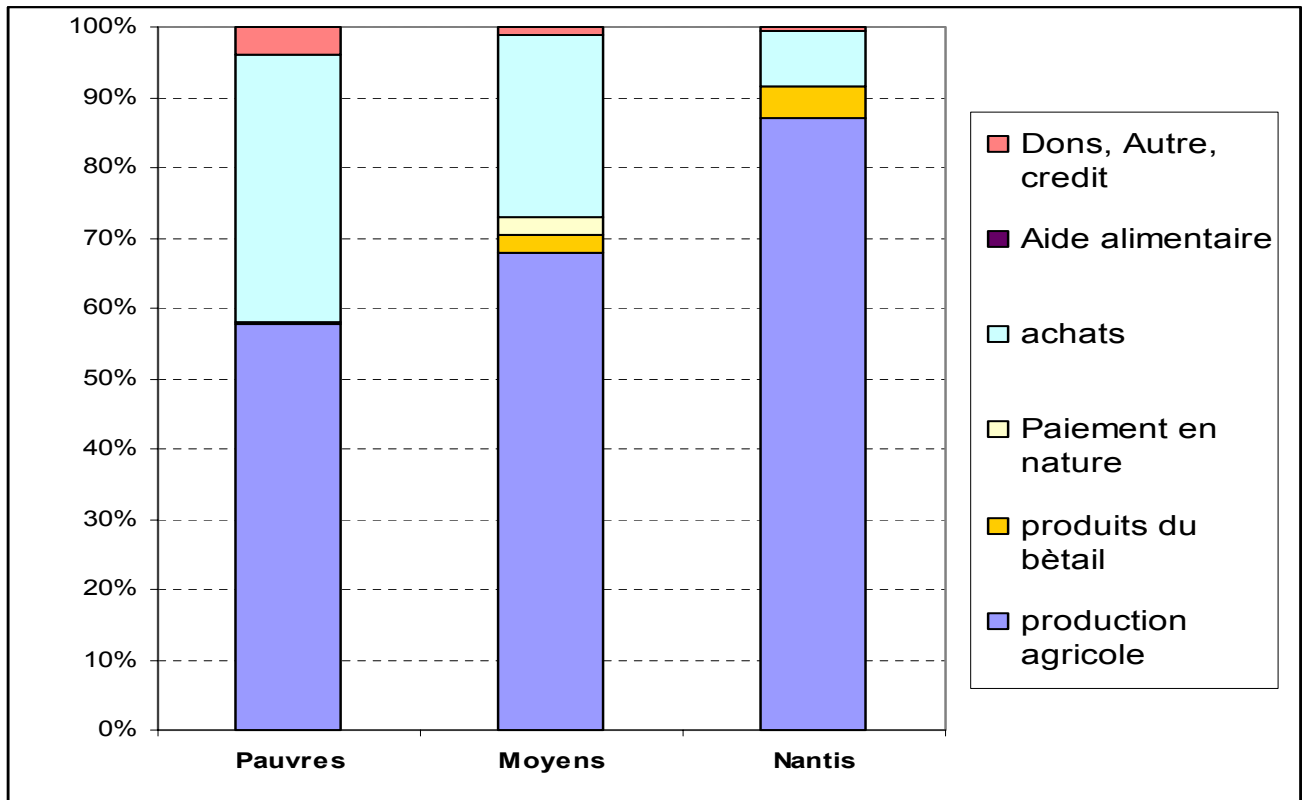


Figure 3: Les sources de nourriture

Les ménages moyens et nantis tirent respectivement 3% et 7% de leurs besoins énergétiques annuelles à travers la production animale. La production de lait chez les ménages riches est estimée à **2.400 litres** par an **dont 40% sont vendus** et **60% répartis entre** les dons et la consommation du ménage. La production laitière chez les ménages moyens est de 360 litres par an. La production animale permet à ces ménages d'avoir une ration alimentaire beaucoup plus riche que celle des pauvres. Toutefois cette ration pourrait être améliorée si le lait des petits ruminants était intégré dans l'alimentation quotidienne. Pour les différents niveaux de production par catégorie socio-économique ménage (Cf. Annexe 1).

VIII. LES SOURCES DE REVENU

L'analyse des revenus des différentes catégories socio-économiques fait ressortir d'importantes disparités. En effet, les ménages riches disposent de revenus en liquide 7 à 10 fois supérieur aux revenus des pauvres.

⁴ Ces résultats sont obtenus en transformant la nourriture consommée en énergie calorique. Ce processus utilise la norme de SPERE (2100 kcal/p/j) quoique ACF soit septique sur ces normes. Cf. Introduction à la Sécurité Alimentaire version 2008 produit par ACFIN.

Ces revenus proviennent essentiellement de la production agricole quel que soit la catégorie socio-économique.

Toutefois, il est à noter qu'il existe une certaine disparité en ce qui concerne la combinaison des facteurs de revenus. Chez les pauvres la vente de la production agricole concourt à 48% à la formation du revenu, alors que la vente de la main d'œuvre agricole et la migration contribue à hauteur de 37%. La rubrique autre qui prend en compte les cadeaux, les Zakats, les appuis reçus pendant les mariages et baptêmes ainsi que les crédits à court terme contribuent à hauteur de 5% au revenu. Le revenu annuel de cette catégorie socio-économique s'élève à 267.750 FCFA par an pour un ménage de 12 personnes soit un niveau de revenu typique de **22.000 CFA** par personne et par an. Ces montants sont largement en dessous des seuils **national et international** de pauvreté qui se chiffrent respectivement à **102.500** et **182.500** par personne et par an.

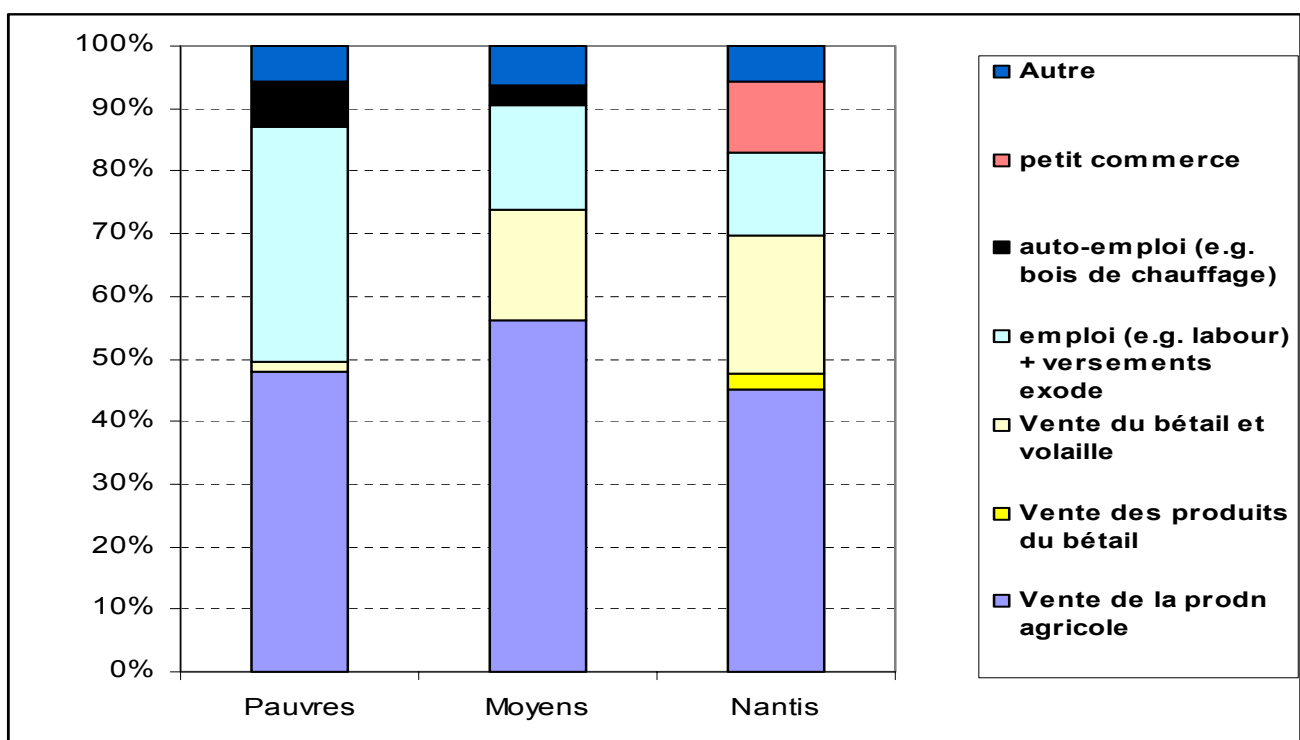


Figure 4. Contribution des sources au revenu des ménages

Chez les ménages moyens, la vente de la production agricole procure aux ménages 57% de leur revenu en cash. D'autre part, la vente du bétail et les versements d'exode procure 33% du cash flow annuels. Le revenu annuel chez les ménages moyens est de 782.500 FCFA soit 52.000 par personne et par an.

Chez les ménages nantis, le revenu provient à 45% de la production agricole et à 35% de la vente du bétail, du lait et du revenu de l'exode. De plus le commerce des articles de première nécessité (thé, cigarette et la cola) contribue à hauteur de 10 % au revenu. Le revenu annuel en cash, chez les nantis est

de **2.653.500 FCFA**⁵ pour un ménage de 22 personnes soit une moyenne de 118.000 par personne et par an. Ce montant est supérieur au seuil national⁶ de pauvreté mais inférieur au seuil international.

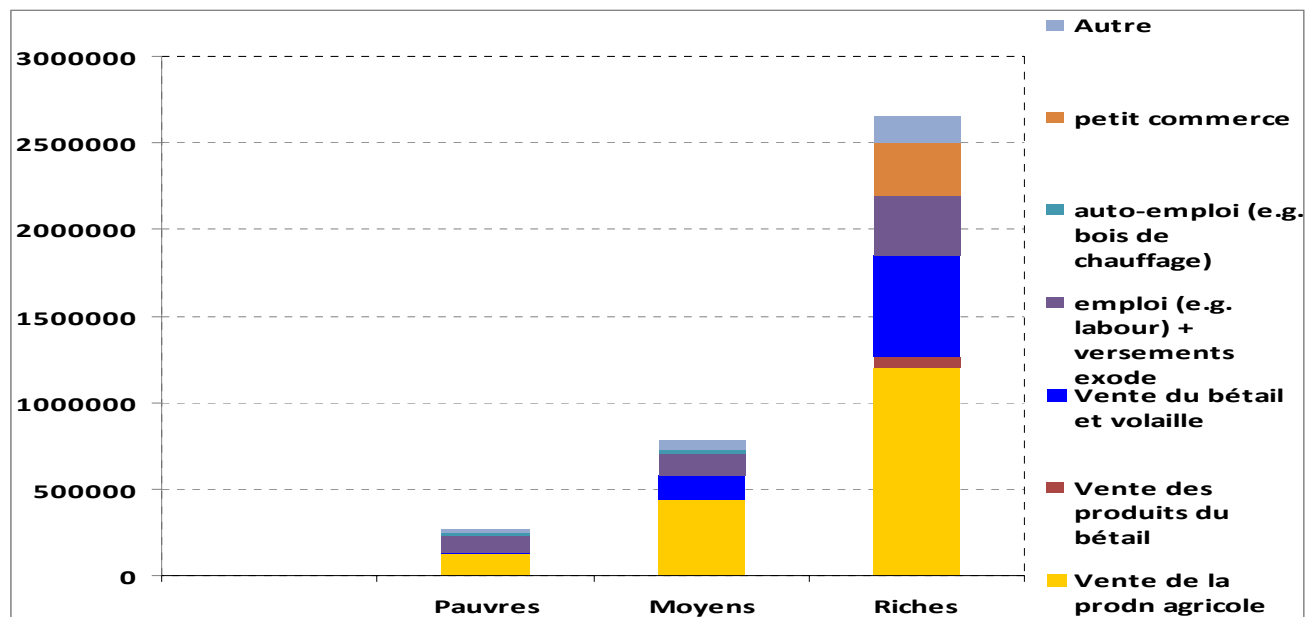


Figure 5. Montant des revenus par catégorie socio-économique

IX. L'ENDETTEMENT DES MENAGES

La différence entre le revenu annuels et les dépenses annuelles fait ressortir des différences négatives correspondant au niveau de **l'endettement**. Chez les ménages **moyens** et **pauvres**, **l'endettement s'élève respectivement à 179.000 et 41.000 FCFA** (Cf. figure5). Alors que ces deux classes sont endettées, les riches eux dégagent un flux net annuel de trésorerie de **1.290.000 FCFA**. Les agriculteurs à faible revenu contractent deux types de dettes dans la zone d'intervention du projet SAN :

- Les dettes en argent contractées par les producteurs pauvres et moyens pendant la période de soudure auprès des plus nantis. Ces dettes sont généralement remboursées après les récoltes à travers la vente de la production agricole à un moment où les prix des produits agricoles sont très bas. Cette situation ne permettent pas à ces agriculteurs de rentabiliser leur production où de profiter des augmentations saisonnières des prix ;
- La dette en intrants (engrais, pesticides, etc..) contractés également par les producteurs pauvres auprès de la CMDT (Centre Malien de Développement du Textile). Les agriculteurs à faible revenu prennent à crédit des intrants auprès de la CMDT au démarrage de la campagne agricole dans l'optique de produire du coton. Mais ces agriculteurs n'utilisent pas ces intrants dans le cadre de la production, ils les revendent aux plus nantis en vue de s'acheter des céréales. Sans engrais ni pesticide, ils ne peuvent produire suffisamment de coton pour rembourser la CMDT. Certains sont contraints de vendre une partie de leur production céréalière en vue d'acheter du coton pour rembourser la CMDT.

⁵ En fait les opportunités qu'offrent la zone agroécologique font que les moyens de productions déterminent le revenu d'autant plus que la production agricole est l'épine dorsale de ce revenu.

⁶ D'après l'enquête socio économique (ACF-E, 2008)

Cette situation les entraîne en quelque sorte dans un cercle vicieux de l'endettement dans lequel ils n'arrivent plus à sortir. Afin de pallier à cette situation, la mise en place d'activités de warrantage couplé à la facilitation de l'accès des pauvres à des intrants moins chers serait la bienvenue.

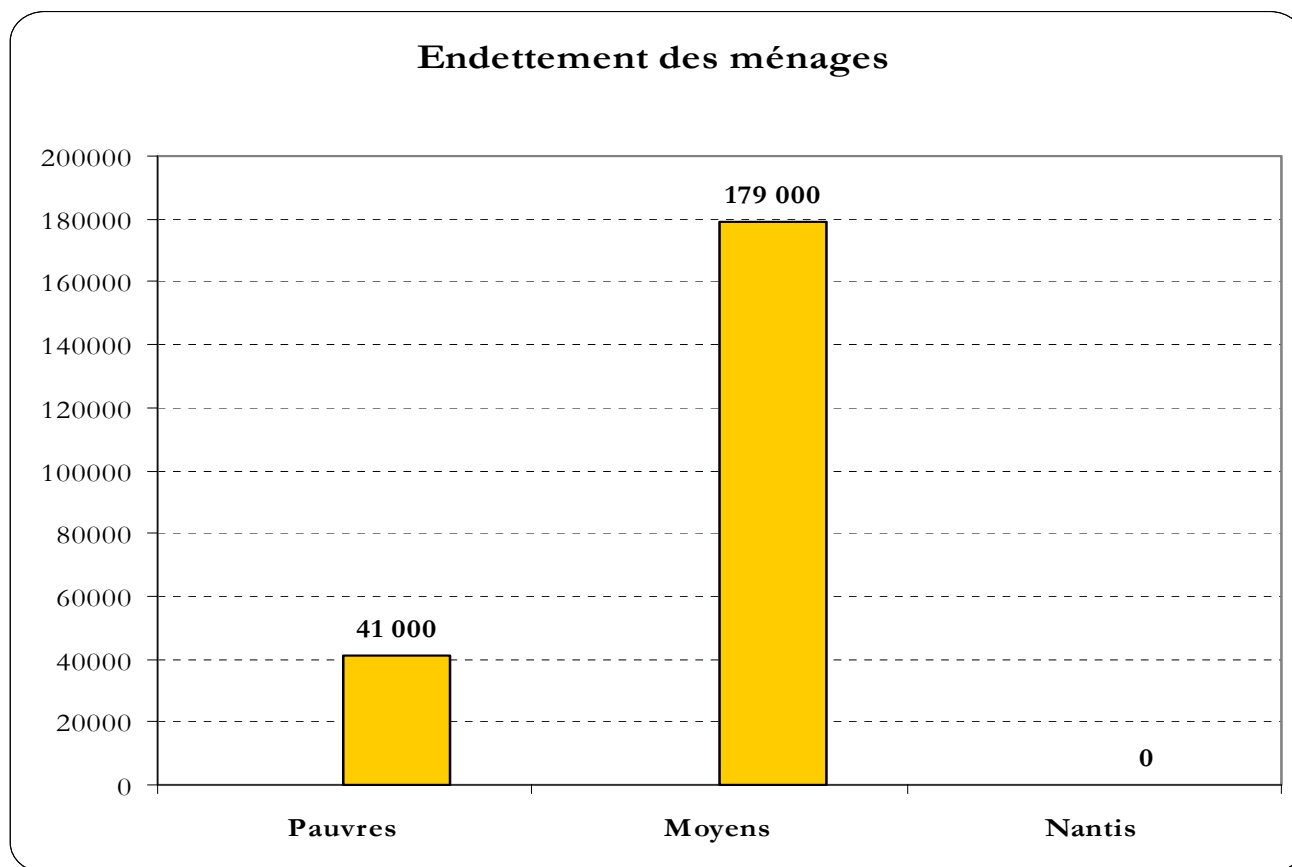


Figure 1. Niveau d'endettement des ménages

Exode.

L'exode joue un rôle de plus en plus important dans la zone ; il contribue à hauteur de 28% dans le revenu annuel des ménages pauvres. Pour les ménages moyens et nantis, l'exode contribue respectivement à hauteur de 13% et 14⁷% de leur revenu annuel. Cette situation explique l'engouement de plus en plus grandissant qu'ont les bras valide à partir en exode. A ce niveau, la différence entre riches et pauvres réside dans le fait que « plus on est nantis plus on arrive vite à destination » ; alors que les pauvres prennent plus de temps pour arriver à destination.

	Pauvres	Moyens	Nantis
Montant annuel reçu de l'exode par typologie de ménage	75 000	100 000	350 000
Contribution relative au revenu annuel	28%	13%	14%

⁷ Plus on a les moyens (frais de transport suffisant) plus on a la possibilité d'être à destination à temps.

Tableau 2. Répartition et apports de l'exode dans l'économie des ménages.**X. LES DEPENSES**

Ce n'est pas une surprise de constater que chez les ménages pauvres, 64% des dépenses sont des achats de nourriture de base (dépenses en céréales uniquement). Cette situation s'explique par le fait que (1) ils ne produisent pas suffisamment à cause des manques d'intrants et une insuffisance de la main d'œuvre pour l'entretien des cultures et (2) ils vendent une partie de la production pour rembourser des dettes contractées pendant la période de soudure. De plus, le ratio revenu total/dépenses alimentaires s'élève à 73% chez les ménages pauvres tandis qu'il est respectivement de 12% et 2% pour les ménages moyens et riches.

Quoique le budget des pauvres soit un budget sous pression (dépenses multiples pour assurer les besoins en nourriture), les dépenses qu'ils effectuent et les sacrifices qu'ils consentent dans l'éducation n'ont rien à envier aux dépenses des riches et des moyens dans ce secteur. En effet, au niveau local, la différence dans l'investissement pour l'éducation n'est pas significative entre les classes socio économiques. Les communautés prennent en charge⁸ dans la plupart des cas des enseignants communautaires qu'elles payent à travers des cotisations mensuels en dehors des enseignants affectés par l'Etat. C'est une somme (250 CFA), que les parents d'élèves versent à la coopérative proportionnellement au nombre d'enfants par ménage qu'il soit riche ou pauvre. Cet élan montre combien de fois la communauté s'engage dans l'éducation sans distinction de sexe.

⁸ L'Etat affecte les enseignants au niveau des villages mais compte tenu du besoin les communautés s'organisent et font appeler à des enseignants communautaires qu'ils payent à travers la coopérative scolaire par une cotisation des membres.

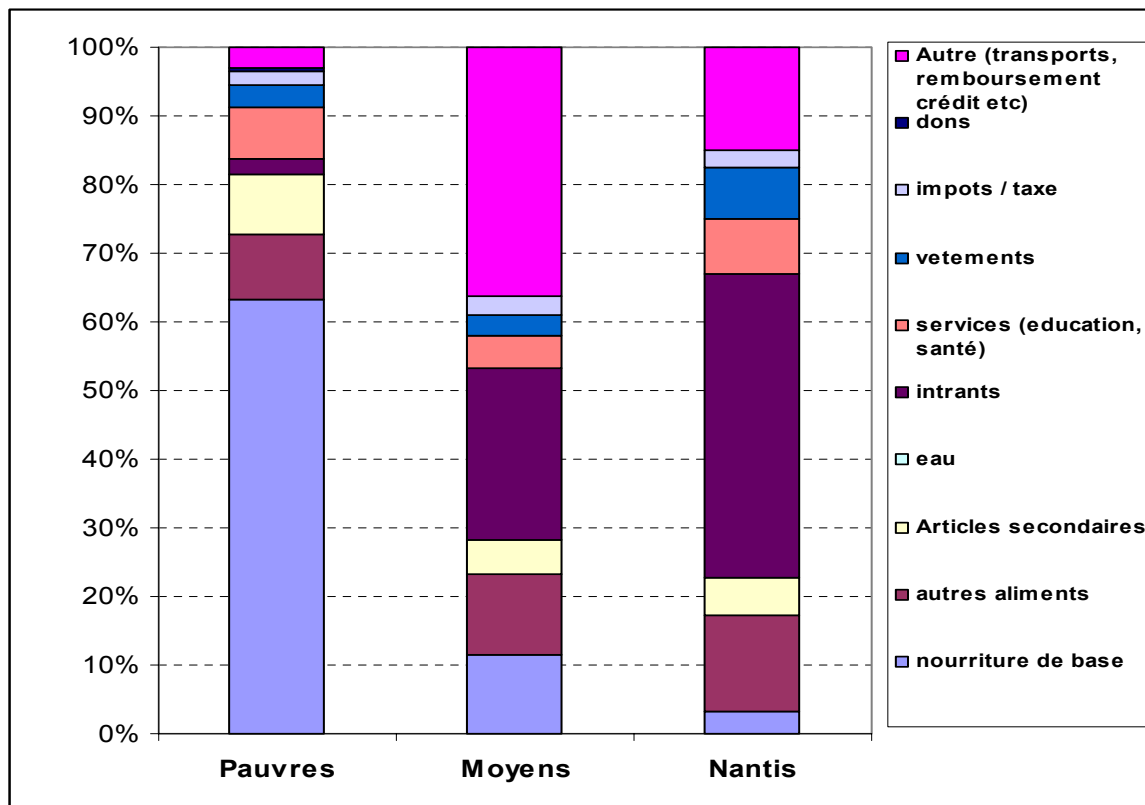


Figure 7. Sources de dépenses compressibles des ménages

L'analyse des postes de dépenses démontre que les populations ne font pas de dépenses dans le cadre de l'eau. En effet la disponibilité et l'accès à l'eau sont bons au niveau de la zone d'intervention. Mais toutefois la nature des infrastructures hydrauliques (puits traditionnelle sans aménagement de surface) utilisées fait que l'eau n'est pas toujours saine. Cette situation est à l'origine de certaines maladies diarrhéiques observées. La rubrique autres aliments regroupant les achats des aliments tel que les pattes alimentaires, le riz et les tubercules constitue environ 10% des dépenses des pauvres. Cette rubrique constitue environ 15% du total des dépenses des nantis.

XI. LES RISQUES

Parmi les risques sur la sécurité alimentaire et l'économie des ménages, il ressort entre autre de l'enquête:

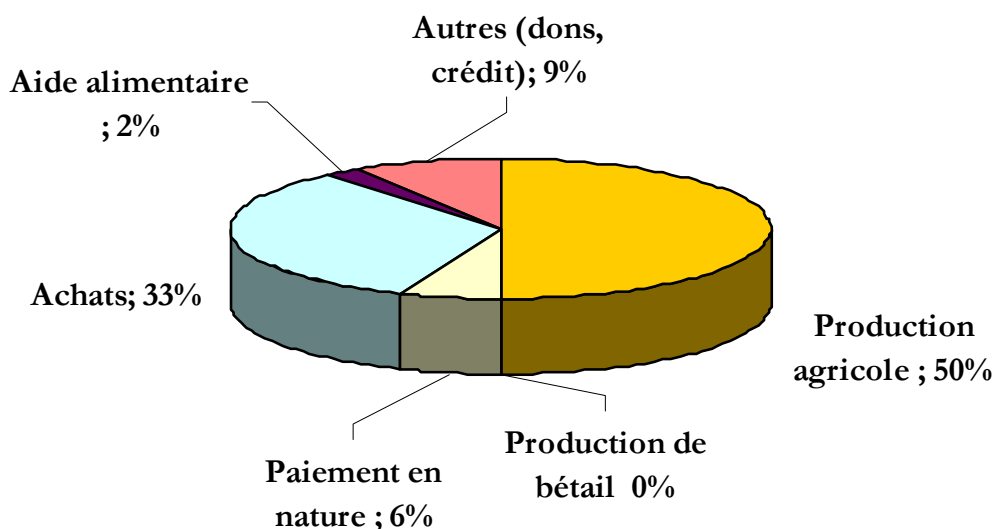
Environnement et ressources « naturelles »	<ul style="list-style-type: none"> – Les feux de brousse et incendies ; – Les systèmes de culture sur brûlis ; – La mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace (pâturages et ressources ligneuses).
Système de culture	<ul style="list-style-type: none"> – La mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace ; – Attaques phytosanitaires (chenilles, les vers, les crickets etc....) ; – Sécheresse (stress hydrique et déficit de production).
Système d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> – Dégradation progressive de la forêt et de la faune – Dégradation progressive des ressources pastorales (malgré l'abondance de l'andropogon Gayanus et autres plantes herbées de la zone).

	<ul style="list-style-type: none"> – La sécheresse entraînant une insuffisance de fourrage – Epizooties – Les feux de brousse
Sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages	<ul style="list-style-type: none"> – Les maladies (paludisme, infections respiratoires, diarrhée – Les fluctuations des prix des denrées alimentaires – La sécheresse et déficit de production – Enclavement de certains villages – Barrières socio culturelles

XII. HYPOTHESE DE CHOC ET ANALYSE DE LA FLEXIBILITE DES REPNSES DES MENAGES

Il est ici supposé que la production de sorgho ait chuté d'environ 40% au cours de la campagne agricole 2008 à cause d'une attaque de citadelles dans la zone d'intervention du projet. A part cela, l'année est normale. Le choix de sorgho dans le cadre de cette hypothèse repose sur le fait que (1) le sorgho représente la principale culture vivrière et (2) il fait partie des cultures couramment victimes des infestations des ennemis des cultures. Quel est l'effet prévisible de cette chute sur l'économie de la région et en quoi cet effet se répercutera au niveau des ménages pauvres ? L'enquête HEA, avant les récoltes de 2008, a donné les résultats suivants en terme de sources de nourriture particulièrement pour les ménages pauvres.

Sources de nourriture pour ménages Pauvres



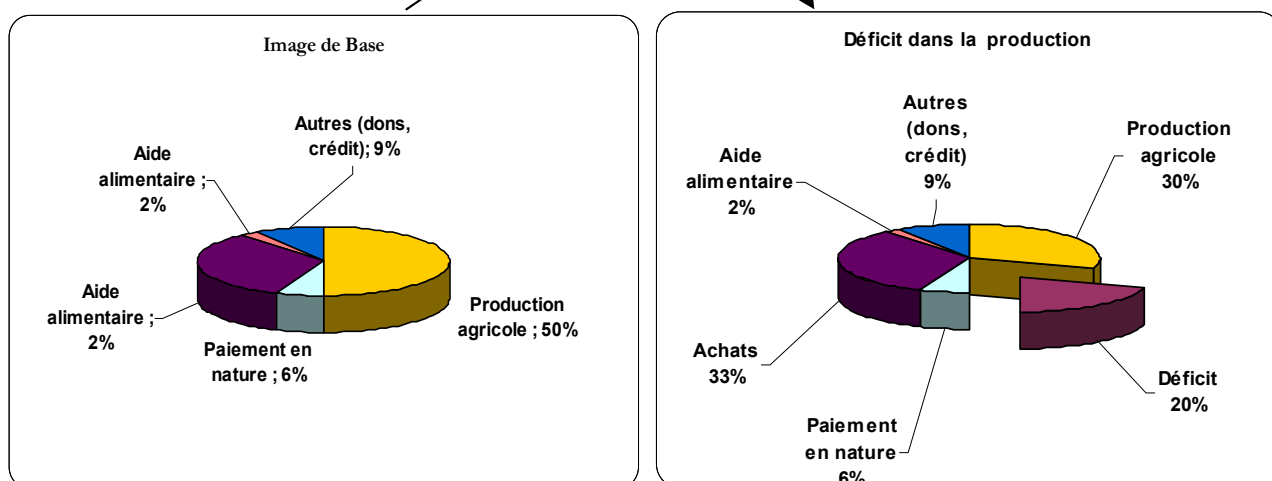
A. Analyse du problème où du choc

Cette diminution dans la production du sorgho se traduirait au niveau du contexte globale de la zone par :

- Une augmentation du prix du sorgho sur les marchés de la zone.
- Une baisse de l'emploi local issue de la récolte du sorgho soit un manque à gagner pour les pauvres qui vendent la main d'oeuvre.

Dans un souci de simplicité, seul l'effet de la baisse dans de la production agricole sur la satisfaction des besoins énergétiques des ménages est analysé ici.

Traduction de la baisse de 40% de la production agricole sur les sources de nourriture des ménages Pauvres



De façon mathématique, l'impact de la baisse de la production sur les sources de nourriture des ménages :

- La consommation des ménages pauvres baisse de : $(50\%) \times 40\% : 20\%$
- La consommation des ménages moyens baissera de : $72\% \times 40\% : 29\%$
- La consommation des ménages riches baissera de : $131\% \times 40\% : 53\%$

Les ménages pauvres n'ont pas de bétail à vendre pour satisfaire leur besoin alimentaire. La conclusion de cet exemple serait qu'après 40% de réduction de la production du sorgho, les ménages pauvres font face à un déficit équivalent à 20% des besoins annuels en nourriture et ont besoin de 2,5 mois de ration alimentaire.

B. Analyse de la flexibilité des réponses possibles.

Les pauvres étant déjà endettés adopteront les stratégies d'adaptations suivantes :

- Réduction de leur consommation alimentaire et non alimentaire ;
- Recherche de travail rémunéré supplémentaire généralement en partant de plus en plus en exode en direction des grands centres urbains du Mali et surtout en Libye, Mauritanie et Espagne ;
- Achat des aliments bon marché pour pouvoir passer la période ;
- Recherche des produits supplémentaires de cueillette pour couvrir une partie de leurs besoins énergétiques.

Pour les ménages moyens, il leur faudra acheter 1.000 kg pour couvrir leurs besoins alimentaires. Pour ce faire, la vente d'1 vache sur les 7 en possession aurait suffi pour assurer leurs besoins alimentaires. Les plus nantis vendront également une partie de leur cheptel pour acheter de la nourriture.

Conclusion.

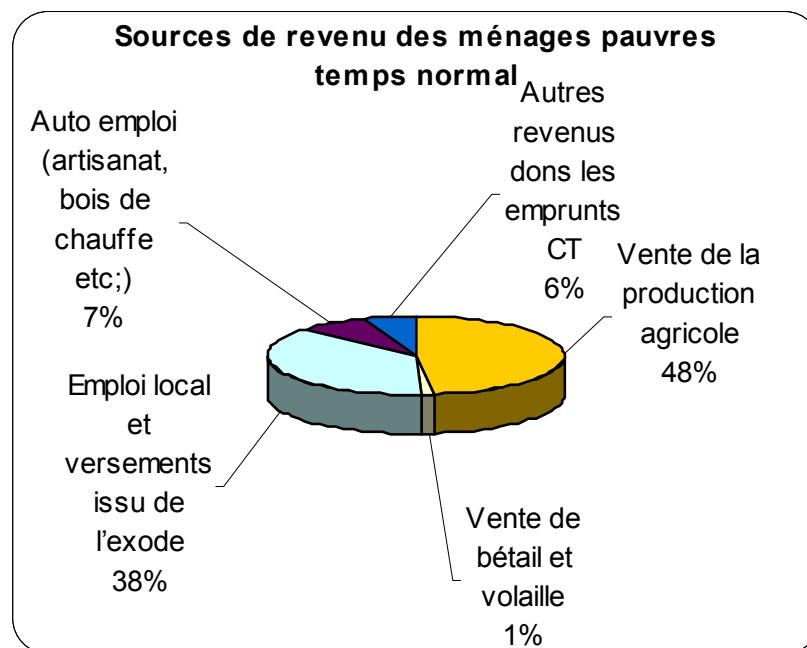
Dans l'hypothèse d'une baisse de la production agricole, les pauvres seront les plus touchés et seront les plus contraints à la migration et les plus atteints par l'insécurité alimentaire de longue période si aucun appui significatif ne leur sera apporté. Les moyens et les riches s'en sortent même dans le cas d'une baisse de leur production agricole.

C. L'impact de la baisse de la production sur le revenu

La baisse de la production se traduit au niveau des ménages par les situations suivantes :

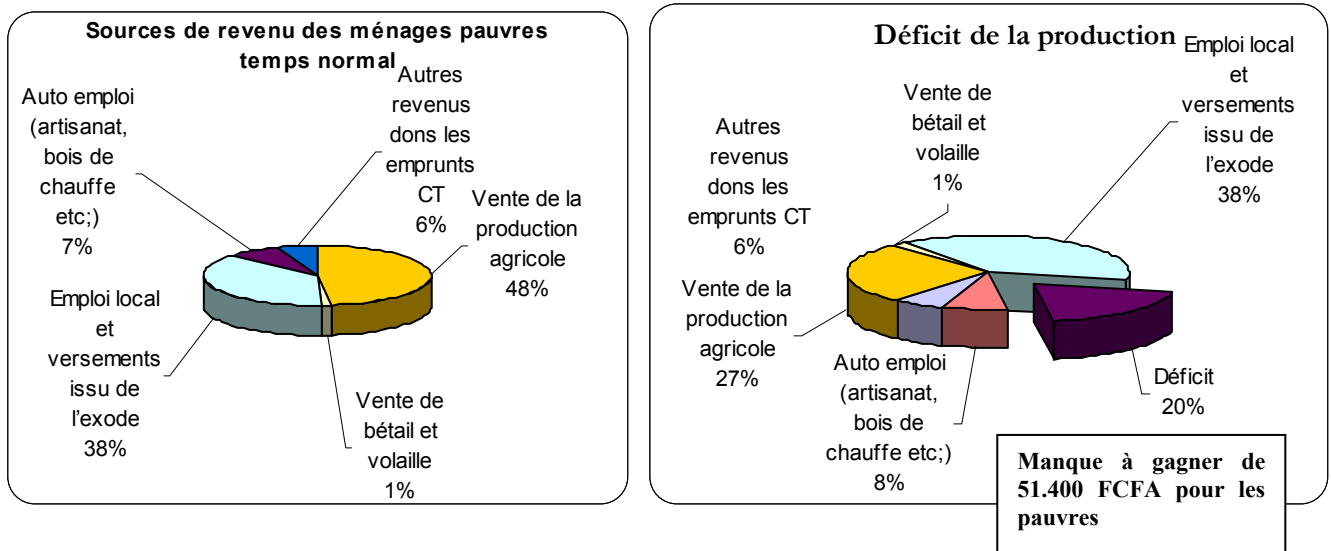
- Le revenu des ménages pauvres baisserait de : $(128\ 500\%) \times 40\%$: 51 400 FCFA soit une diminution de leur revenu annuel global de 20%
- Le revenu des ménages Moyens baisserait de : $440\ 000\% \times 40\%$: 176 000 CFA soit une diminution de leur revenu annuel de 30%

Le revenu des riches baisserait de : $1\ 197\ 500\% \times 40\%$: 479 500 FCFA soit une diminution de leur revenu annuel de 20%.



**Traduction de la baisse de 40% de la production agricole
sur les sources de revenu des ménages Pauvres**





XIII. LES RECOMMANDATIONS D'ACTION A METTRE EN OEUVRE

Pour appuyer véritablement les pauvres à assurer leur sécurité alimentaire dans cet environnement à risques multiples, un accent devrait être mis sur les secteurs d'amélioration et de protection des systèmes de production agricole et animale des ménages. En effet, parmi les risques environnementaux identifiés plus haut, les plus fréquents et qui présentent un impact néfaste immédiat sur la sécurité alimentaire des ménages sont ceux rattaché à la production agricole et animale.

Appui aux systèmes de culture.

Pour une bonne amélioration de la production agricole, une priorité doit être donnée à la modernisation des outils aratoires et à l'introduction des variétés améliorées productives et précoces. Cette stratégie nécessitera la mise en place de :

1. L'appui et la formation des forgerons au niveau local pour la fabrication des charrues et des semoirs ;
2. La création d'un mécanisme permettant de faciliter l'accès à ces outils aux plus pauvres ;
3. Le renforcement des capacités techniques des agriculteurs à travers la mise en place et le développement de l'approche « **champs école paysans** » ;
4. La mise en place de structures communautaires de commercialisation des semences et des intrants (boutiques d'intrants villageoises) en impliquant les pauvres dans le processus de gestion ;
5. L'identification d'organisations de producteurs (OP) de semences améliorées, leur formation sur le processus de production des semences pures productives et précoces et mise en réseau avec les boutiques d'intrants ;
6. L'amélioration du système de commercialisation des produits agricoles afin de diminuer le bradage pendant la récolte par les plus pauvres en termes de processus permettant des prix rémunérateurs aux producteurs ;
7. Le développement du secteur de l'agroforesterie en mettant un accent particulier sur la production d'arbres fruitiers (Bananes, des oranges et des mangues) pouvant s'intégrer dans une approche d'une agriculture de conservation
8. L'appui à la production maraîchère par le bais également des boutiques d'intrants dans les zones présentant des conditions agro écologiques favorables (ressources en eau et captation à faible coût).

Appui aux systèmes d'élevage.

Les opportunités de ce secteur sont immenses dans la zone et peuvent être améliorées :

1. Mise en place de structures de santé animale de proximité afin de mieux répondre aux besoins;
2. Création de système d'écoulement des produits de l'élevage ;
3. Appui des plus pauvres à travers une distribution des petits ruminants afin de réduire la vente de la production agricole ;
4. Prendre des précautions contre le vol par la mise en place d'un système de gardiennage des animaux.

Appui aux systèmes de conservation et de transformation.

1. Renforcement des capacités des détenteurs des animaux sur la transformation du lait (fromagerie,...) ;
2. Transformation des productions céréalières (couscous), maraîchères (séchage) et légumineuses (huile d'arachide) ;
3. Renforcement des capacités pour le stockage et la conservation des récoltes.

Santé et nutrition.

Pour un meilleur allègement des problèmes liés à la santé, les entretiens avec les communautés ont fait ressortir les aspirations suivantes :

1. La création d'infrastructures hydrauliques propres pour palier aux maladies de type diarrhéiques et toutes autres infections liées à la consommation des eaux ;
2. Les maladies étant un handicap pour le développement, la création de centres de Santé de référence dans la zone.

Educations et alphabétisation.

Par l'intérêt qu'accorde la communauté à ce secteur, et vu la part de l'investissement qu'elle consente indépendamment de sa classe socio-économique, l'éducation pourrait être améliorée si les points suivants sont pris en comptes :

1. Créer des infrastructures pour décongestionner les classes pléthoriques et augmenter le nombre d'enseignants (quoi que dans les villages ils prennent en charge des enseignants en dehors de ceux amener par l'Etat) ;
2. Avoir des centres d'Alphabétisations (éducation pour adulte) ;
3. Suivre et accompagner les jeunes filles dans leur cursus scolaire afin de ne pas être stoppé par le mariage.

XIV. AUTRES RECOMMANDATIONS

Compte tenue de l'absence d'un système formel de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnel au niveau sein du projet, il s'avère nécessaire de :

- intégrer l'approche HEA de manière simplifiée dans le suivi et l'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnel en continu ;

- intégrer la HEA dans les études de base et les évaluations relatives au cycle du projet ;
- prendre en compte les critères de catégorisation socio économique pour l'identification des ménages les plus vulnérables ;

Dans le cadre de la mise en place des futures enquêtes, il est également recommandé de :

- Recruter des interprètes qui ont bon niveau scolaire car de la traduction en dépend également la qualité des données collectées.
- Associer les responsables de l'enquête dans le processus de recrutement des enquêteurs si possibles.
- Améliorer la communication en mettant à la disposition de l'équipe d'enquête un téléphone satellitaire afin de pouvoir communiquer avec les bases.